L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 26 FEVRIER 1869. 42e année—Vol. XLII.

BUFOUR & LIMET,
Propriétaires - Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 26 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par B. S. Murphy à 10 heures du matin, au magasin du J. W. Hopkins, No 13, rue du Commerce—Tout le fonds artistes de librairie de choix, endommagé par le feu et l'eau.

Par F. J. Spear, à 10½ heures, à son magasin d'encan, No 36, rue Bienville—Six cabinet médicamente américains patentés, et 200 douzaines assortis de tot ottes, légèrement avariées.

A suivre—Un coffre-fort de Sturgis et Marvine.

Par O. Lecompte, en No 66 de la rue de Chartres—Un meuble élégant et chaises-longues; 200 lots d'habillements de printemps et articles de toilette.

Par Hoffman, Marks & Co., en No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et Bagnets.

Par Louis Stern & Bros., en No 36 de la rue des Magasins et 66 de la rue Gravier—6-0 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par J. M. Robert, à 10½ heures, à un stalle d'encan—Marchandises sèches, chapeaux, ameublements, quincaillerie, etc. etc.

Par J. Déjan jr., sous Grenier et Cavaudier, à 11 heures—Meubles de maison et de bureau, pianos, &c.

☞ Achetez vos confiseries et chocolat chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185 .....Rue des Remparts.....185

☞ La clientèle du public et surtout des personnes qui ont besoin de faire de bons placements est appelée à l'attention des MM. Gérardey & Co. qui vendront, le 4 mars prochain, 832 actions du Capital social de la Compagnie du Gaz de la Nlle-Orléans, pour compte de la succession de William Stillman.

VENTE D'UN BEAU MAGASIN DANS LA RUE ROYALE.—M. G. de Fériet, encanteur, vendra, le 6 mars prochain, à la Bourse de l'Hôtel St-Charles, le beau magasin de la rue Tchoupitoulas, portant le No 81. Le terrain a près de 21 pieds de face sur un pas plus de 76 pieds de profondeur. Le magasin est en briques et à étage. Placé, comme il l'est, au centre même des affaires, et dans le quartier commercial le plus florissant du 1er District, il mérite de fixer l'attention des personnes qui voudraient opérer un placement avantageux de leurs fonds. 4

De l'eau.

L'acquisition des Water-Works par la ville, quantité qui nous avons toujours combattue, comme devant être funeste aux intérêts de la corporation aussi bien qu'à ceux des habitants, n'a pas amené d'améliorations dans le service. Les plaintes de tous les côtés, voilà ce que nous recueillons chaque jour. Mais il est un point sur lequel nous voulons, aujourd'hui, appeler spécialement, est l'attention de ceux que cela concerne, c'est le service de l'eau pour les incendies. Dans le feu de la rue du Camp qui a eu mercredi matin et dans celui de la rue Bienville qui a eu lieu le même jour entre onze heures et minuit, l'eau a manqué aux pompes pendant quelque temps. Un fait somme celui-là dans une ville qui s'étend sur un ruban de neuf milles de long sur les bords de plus grand fleuve de l'Amérique du Nord, indique l'insuffisance des conduits de distribution.

Nous n'avons aucune prétension à être connaissances hydrauliques, mais il nous semble qu'il ne doit être ingénieur nous pourrions imaginer qui n'y trouvera simple et économique de prendre l'eau pour l'amener jusqu'à la rue de la Nouvelle-Levée où il n'y aurait plus qu'à la laisser couler, par la pente naturelle, dans les rues qui se dirigent du fleuve au lac. Une des pompes à vapeur avec des tuyaux pourrait faire couler l'eau du fleuve dans les deux rues transversales bordant l'Est où se trouvaient l'incendie et fournir en quelques minutes toute l'eau dont on aurait besoin. Les rues de l'Est du fleuve étant généralement plus élevé que celui de la ville, le principe du syphon pourrait être avantageusement appliqué, de sorte que la même pompe pourrait, en quelques minutes, faire couler l'eau par plusieurs tuyaux qui seraient du fleuve à la tête des rues transversales.

Ce qui vaudrait mieux encore que ce système d'appareils mobiles, ce serait l'établissement, d'un grand nyau d'alimentation qui suivrait, à levée et d'une douzaine d'arbres principales qui s'en détacheraient pour descendre jusqu'à dix rues du lac, avec une inclinaison telle qu'un approvisionnement se ferait forcément. Les tuyaux pourraient être complétement indépendants du système actuel et être réservés exclusivement au service des rues et des incendies.

Quels que soient le moyens à employer, il est évident qu'il y a des mesures à prendre pour augmenter le volume d'eau aux distribuées dans la ville, puisque l'eau manque dans les endroits et presqu'elle n'arrive pas toujours aux consommateurs dans les quartiers élevés.

Les Compagnies d'assurance sont particulièrement intéressées à une réforme et elles pourraient appuyer de leur influence le système qui serait jugé le plus efficace et le plus économique pour fournir l'eau en abondance dans les cas d'incendie.

Il nous semble que les compagnies de pompiers pourrait donner un bon service spécial de la concentration de l'eau aux endroits [illegible] pour l'incendie, ce qui [illegible] d'un appareil portatif. Les [illegible] bonhommes avec leurs [illegible] ne font [illegible] direction voulue.

La question mérite d'être étudiée.

La valeur légale des Greenbacks.

Nous avons annoncé dernièrement l'importante décision rendue par la Cour Suprême sur la valeur légale des greenbacks, dite *legal tender*. De cette décision il appert non seulement que l'or et l'argent sont toujours reconnus légale des Etats-Unis et qu'il est licite de faire des contrats payables en or, mais encore que les sommes dues pour des contrats antérieurs avant le passage de la loi qui a créé les *legal tenders* doivent être payées en espèces, par la seule espèce étaient alors la seule monnaie légale, on en leur équivalent en papier-monnaie, mais en ne comptant le papier-monnaie que pour sa valeur nominative.

Cet arrêt de la Cour Suprême renverse la jurisprudence de plusieurs cours de district et d'un grand nombre de cours supérieur d'Etat, notamment de la Cour de District Fédéral et de la Cour Suprême de la Louisiane. Il ne peut non plus, selon au passé, il aura au moins pour avenir de, d'empêcher à l'avenir la consécration d'une grande flagrante. Déjà, une de ces cours de district, le Sénat, présidée par le juge Cooley, vient d'appliquer le principe reconnu par la Cour Suprême dans une décision que nous rapportons aujourd'hui, parce qu'elle intéresse à un haut degré le commerce d'importation. On verra que le montant de l'équité n'était pas douteux, et il est heureux que l'opinion de la Cour Suprême des Etats-Unis soit venue à son secours et ait fait droit avec l'équité :

L. H. Richard contre Chas Weishaar — Juge Cooley. — Jugement. — La demanderesse réclame le paiement d'un compte s'élevant à la somme de 15,067 francs 34 centimes, monnaie française, et demande le paiement de cette somme en monnaie courante du pays pour une somme égale à la valeur indiquée et aussi l'intérêt. Il est établi que les items de compte réclamé se composent de différents achats faits à Paris par le demandeur pour le défendeur, dans cette ville, lesquels achats ont été payés par le demandeur en monnaie de France. Il est aussi établi par la lettre du demandeur à l'agent, de Paris, du 5 août 1862, que ces emplettes avaient avancées pour le défendeur, devaient être remboursées au demandeur, à Paris, et en monnaie ou en la même monnaie déboursée par lui, et le tout de l'intérêt était aussi indiqué dans la lettre. Cette lettre a été reçue par le défendeur et produite en cour, etc. La réception de cette lettre est la continuation des affaires avec le demandeur sont au commencement de la part du défendeur. En cet état de cause, la demande est exposée par le demandeur, sont admises par le défendeur, accepté en ce qui concerne le mode particulier de paiement, etc.

Si la théorie du défendeur sur le mode de paiement est correcte, il en était que lois de temps, ou même en commission, le demandeur paierait la différence entre la valeur nominale et la valeur historique du métal basé dans la monnaie courante actuelle. Les lois de l'Union et des Etats-Unis qui sont maintenant reconnues légale pour payer les dettes, ne sont pas valant accomplissent ce qui est dû pour dollar comparés à l'or et à l'argent, valent en général beaucoup moins. Si un jugement a été rendu en faveur du demandeur pour le montant en espèces nouvellement évaluation légale des éléments réclamés en monnaie française, nous n'arrivons conséquence que le demandeur aura payé en une monnaie dépréciée, pour la valeur de ces francs français, suivant la Session de cette valeur à l'époque où notre monnaie était comme celle de France, &c. La valeur de francs français a été établie pour deux payée en or et en argent, quand l'or et l'argent étaient la seule monnaie légale pour le paiement des dettes. Depuis, on a établi un papier-monnaie constitué par beaucoup de gens comme un fléau pour le pays et auquel on a donné comme valeur nette, par le monde, que l'or et l'argent, etc.

Notre Cour Suprême, dans les cas de Gallin vs Leon Pierre & Co., rapportés vol. 55 A. R. 19, a décidé que les Cours ne peuvent reconnaître un contrat pour le payement en or, passé ou en contrat dans une époque antérieure à l'autre. La même décision a été rendue dans l'affaire E. Pfeiffer vs Blanchard, même vol., page 614. Le second de ces cas est une question de fraude des vendeurs. Il est nécessaire d'apprécier convenablement la situation des parties dans le cas actuel pour comprendre le but et la décision dans l'affaire Gallmeier vs Léon Pierre on arrive, le demandeur dans l'espèce actuelle par un acte notarié par un créancier pour un montant payé par lui pour les marchandises, elle spécifiquement la valeur en [illegible] des [illegible] sur laquelle les défendeurs de notre Cour Suprême sont basées semble être celui qui a été passé par la Cour Suprême de l'Etat de Mississippi dans l'affaire Bodenger vs Schiele. Les points soulevés par la Cour du Mississippi ont été soumis par le même sont les suivants :

1o. Un contrat pour un certain nombre de dollars bien que stipulé payable en or, n'est pas un contrat pour de l'or comme espèces ou marchandise, mais comme monnaie, et il est en conséquence payable en toute sorte de monnaie légale.

2o. Les actes du Congrès, appelés "Legal tender Acts," ne conférant simplement un privilège aux débiteurs pour leur libérer, mais sont des mesures d'intérêt public, et le droit en vertu de ces actes de payer en toute monnaie légale n'a pas été privé établi même par consentement exprès.

3o. La mesure des dommages pour défaut d'accomplissement d'un paiement de la nonobre de dollars légal, sans avoir égard aux stipulations sur l'espèce de monnaie avec laquelle le contrat doit être rempli.

Il est inutile d'examiner la première et la troisième des propositions ci-dessus, excepté pour dire, en passant, que la première ne s'applique que sur une question et que la troisième est inapplicable au cas actuel.

Mais malgré les considérations d'équité et de droit qui plaident fortement en faveur de la justice de la demande de rendre dans un cas comme le cas actuel, la Cour Suprême, dans le cas analogue déjà cité, a refusé d'appliquer le contrat tel que fait par les parties.

La décision de la Cour Suprême du Michigan, sur laquelle celle de notre Cour est basée, a été indubitablement rendue quand tout le pays était en convulsion par la plus gigantesque guerre civile, et c'est un assez sûr indice que la justice avait non seulement affecté la force physique mais aussi les perceptions morales de hommes qui étaient alors au pouvoir. *L'effet d'une telle décision est de légaliser la fraude*, en lui donnant une prime sur cette antique probité qui a une valeur égale à celle de l'or sur le marché, et cette décision ne peut être défendue que par les nécessités politiques absolues de l'heure où elle a été rendue. Mais, aujourd'hui, quand le pays est en paix, il n'y a plus nulle nécessité de violer par des décrets judiciaires solennels, des contrats librement et volontairement conclus, etc., etc.

Dans mon opinion, les décisions précitées de notre Cour Suprême ne peuvent être soutenues que dans l'hypothèse de la jalousie de la nécessité proposées énoncés par elle et citée plus haut. Or, la Cour Suprême des Etats-Unis, l'interprète constitutionnel des lois du gouvernement général, dans le cas récent de Bronson vs Rodes, a déterminé finalement cette question, et c'est en un sympôme encourageant que de voir que sa décision est basée sur l'idée que les "Legal tender Acts" de Congrès n'ont pas pour objet de faciliter la fraude entre les parties dans l'exécution des contrats.

Comme conséquence de cette décision est ainsi rendue par la Cour Suprême des Etats-Unis dans l'affaire Bronson contre Rodes a été rendue par le Premier Juge de cette Cour, qui est reconnu comme l'auteur du "Legal tender Act" etc.

L'intérêt à 6 0/0 ordinaire ne peut être accordé. Un arrangement pour payer plus que l'intérêt légal doit être prouvé par écrit.

Le demandeur a droit à un jugement pour un montant en notre monnaie légale qui lui remboursé la somme réclamée par lui en monnaie française, etc.

Le Traité pour l'Isthme de Darien.

La télégraphe nous a annoncé hier matin que le comité des affaires étrangères du Sénat avait accueilli favorablement le traité préparé par M. Cushing, pour le percement de l'Isthme de Darien. Voici l'annexe de ce traité :

Le préambule déclare que le présent projet est fait dans l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis de Colombie, de même aussi dans celui du commerce et de la civilisation du monde entier.

Les Etats-Unis, aux termes de l'article Ier, pourront employer tels agents civils et *militaires* qu'il conviendra, commissaires, ingénieurs, comptabilité et autres, et aussi des *travaux de guerre* et de frais civils ; mais la force militaire ne pourra en aucun temps excéder cinq cents hommes, sans le consentement exprès du gouvernement colombien.

Les Etats-Unis de Colombie,—art 2,—consédoront de chaque côté du canal, deux lignes sa largeur une zone de dix milles de largeur, qui sera dirigée en lots égaux n'ayant pas plus de 3,300 yards de façade sur le canal. Ces lots seront distribués entre les deux gouvernements par ordre alternatif à tirer au sort, de sorte que ni l'un ni l'autre n'ait deux lots contigus. Le même si l'un ni l'autre ne deux gouvernements ne pourra être possesseur des deux lots situées aux deux extrémités du canal. Le gouvernement des Etats-Unis choisira le premier. Chacun des lots ainsi tirés devra laisser un passage libre pour donner accès au canal.

A la fin de la concession, qui est de cent ans, tout les dont il n'aura pas été disposé en faveur de personnes privées, fera retour au gouvernement local.

Les Etats-Unis de Colombie, art. 3,—s'interdisent toute autre concession de canal ou chemin de fer interocéanique sur leur territoire.

Toutes les dépenses en matériel et personnel, —services et —, seront faites par les Etats-Unis d'Amérique.

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique,—art. 4—fera au tarif qui sera établi pour toutes les nations, en temps de guerre ou en temps de paix. Il aura les profits, moyennant certaines redevances dont nous avons déjà fait connaître les principales.

Les Etats-Unis de Colombie,—art. 8.—consentent leur entière souveraineté territoriale et politique sur le canal et ses dépendances.

Le canal de paix, le canal sera ouvert indistinctement à toutes les nations. En outre, l'art. 9 dit traité dit :

Les Etats-Unis d'Amérique auront le droit d'employer le canal pour le passage des troupes, des munitions et des navires de guerre, en *temps de paix*. L'accès du canal leur sera refusé, relativement aux troupes, aux navires et aux munitions de guerre des nations qui sont en guerre avec d'autres.

L'art. 11 dit en outre :

"Si des forces navales ou des munitions de guerre ou des troupes de la confédération des Etats-Unis de canal, il [illegible] ces forces officiers pourront [illegible] sans nécessaire sous les ordres des gouvernements et soldées avec le produit [illegible]

L'article 13 et les suivants sont de plus importants. Ils disposent que les Etats-Unis d'Amérique auront exclusivement délégués dans les bénéfices du présent traité à toute association ou à tous citoyens quelconques de nationalité américaine. L'article 15, qui est le dernier de ceux qui nous intéressent, dit que, moyennant une annuité de plein droit, et le gouvernement de Colombie entrera sans aucune indemnité en possession du canal et de ses dépendances dans l'avenir où il déterminée, et particulièrement si cette cité y est ou ses actionnaires auxquels le gouvernement des Etats-Unis aura versé cette annuité cédé l'entreprise, la transférerait à un gouvernement étranger.

Enfin, l'art 18 s'exprime ainsi :

"Les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis de Colombie s'engagent à accorder leurs bons offices, en commun, pour obtenir la garantie amicale de toutes les autres nations en faveur des stipulations du présent traité maintenues dans les articles 7 et 8, et en faveur de la souveraineté des Etats-Unis de Colombie sur les isthmes de Panama et de Darien."

L'Opéra a New York. — Maretzek a renversé de remonter une troupe d'opéra italien à New York, et il a déjà donné quelques représentations, mais sans beaucoup de succès, si nous en jugeons par le paragraphe suivant emprunté à un de nos confrères français :

La compagnie de Maretzek renferme deux ou trois artistes de talent, mais les autres sont au-dessous de la médiocrité. Mme Lagrange, Brignoli et Amodio ont beau faire et se multiplier, des représentations comme celles auxquelles nous assistons doivent le coup de grâce à l'opéra italien à New York.

La troupe d'opérette de Bateman a donné sa dernière représentation le 20 février et a dû quitter New York pour aller nous ne savons où. Gran costume le cours de ses succès au Théâtre Français, avec Rose Hall, Desclanzas, Cartier, etc.

Théâtre de l'Opéra.—Hier, la seconde représentation de la *Grande Duchesse de Gérolstein* a été rondement enlevée. Mme Lambelet-Abbalia a été ravissante de vivacité, de crânerie mutine, et MM. Nardin et Chamonin Dr., ravalent de verve. Mlle Hensman qui avait bien voulu se charger, à l'improviste, de remplacer Mlle Chauveau indisposée, a été très heureusement acquittée du rôle de Wanda.

Demain, samedi, on donnera *les Huguenots*, grand opéra en 4 actes de Meyerbeer, avec Mme Picot dans le rôle de Raoul, M. Van Hoffen dans celui de Marcel, M. Perotti dans celui de Nevers, Mme Cambier dans le rôle de Valentine et Mlle Hensman dans celui de Marguerite.

Musique. — Nous avons reçu de M. A. E. Blackmar, éditeur de musique, rue du Canal, deux jolis morceaux de piano : *Remember me*, par Auguste Held, et *Sun Flower*, schottish, par F. Cardella. Nous les signalons aux amateurs.

Occasion extraordinaire. — On verra dans nos annonces que MM. Lees & Pinard, rue du Canal No 153, ont à vendre 200 gîtes et 200 caisons de flanelle, de première qualité, à une réduction considérable de prix. La flanelle est excellente pour la santé en toute saison, et particulièrement dans ce climat si variable ; nous conseillons donc à ceux qui ont besoin de renouveler leurs vêtements de flanelle de profiter de l'occasion extraordinaire de bon marché que leur offrent MM. Lees & Pinard. 3

Le meilleur remplacé et procuré se trouve chez Cazaux & Vergnole, 77 et 104 Levée.

—Le sucre d'aprime de Vaquez a passé hier matin avec une jolie [illegible] [illegible] pour le payement de son nécessaire [illegible] Alexis Cordonnier, jeune orphelin, agent des médailles par une jeune homme, Félicien Rocher. Ce dernier avait promis le mariage à la fille qu'il avait séduite, mais lorsqu'il connut la grossesse de sa maîtresse, il refusa catégoriquement de tenir sa parole.

Ce refus ajouta la vengeance de Léonie Cordonnier. Elle se déguisa en homme, et armée d'un pistolet, elle se rendit à Carrollton, au milieu de deux l'ombre de la maison de son amant, et de son passage, elle déchargea sur lui son arme. Félicien Rocher, qui avait fourni [illegible]

L'accusée n'est bornée à dire pour se défendre que, séduite, abandonnée, elle avait voulu venger par un homicide prendre la vie à son séducteur.

Le jury a été d'indulgences, et ayant accepté un verdict négatif, Léonie Cordonnier a été acquittée.

Crescent City Circus.—La première exhibition de cette troupe populaire a été faite hier soir au coin des rues Orléans et Bourbon et a attiré un assez grand concours de monde. Les exercices équestres, quand ils sont habilement présentés, n'ont jamais manqué d'intéresser le peuple, et ceux auxquels préside M. Noyes réunissent toujours parce qu'ils sont d'un ordre supérieur. La petit prodige Woods Cooke a excité l'admiration, ses amis et autres tours ne paraissent être surpassés, et les plaisanteries spirituelles des pallasses étaient brillantes et originales. M. Noyes jouit d'une grande réputation comme directeur habile, heureux et infatigable, et la composition de sa troupe et les merveilles qu'elle exécute sont une bonne preuve qu'il mérite la bonne réputation dont il jouit.

Pour répondre à un désir généralement exprimé, les artistes de M. Noyes feront une exhibition aujourd'hui et demain, à midi ; les portes s'ouvriront à 11 heures du matin pour l'agrément des petits enfants. Le soir, la représentation aura lieu à 7 heures. Allez de bonne heure si vous voulez avoir de bonnes places, car il y aura certainement une grande foule au Cirque, le nom de M. Noyes étant à lui seul un talisman pour faire affluer le monde autour de lui.

Demande de chambre.—Un locataire, disposé à payer un prix libéral, demande une chambre garnie, bien meublée, dans le deuxième district. Voir son annonce dans une autre colonne.

Législature de la Louisiane.

Sénat.—Rapport favorable au bill de secours pour A. P. Field.

Rapport contre le bill pour la collection des taxes arriérées.

Rapport favorable au bill faisant des allocations pour les institutions de charité de l'Etat.

Rapport favorable au bill pour aider à la construction du chemin de fer central de l'Est.

Présentations de bills.—Pour incorporer la Compagnie de mine et de manufacture de la Louisiane.

Bill pour aider à la construction de chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, de Baton Rouge et de Vicksburg.

Bill de secours en faveur de John L. Lewis pour avoir organisé la milice de la paroisse Claiborne en 1865. *Référé.*

Bill pour incorporer la ville de Pattersonville, dans la paroisse de Ste-Marie. *Référé.*

Bill amendant l'article 15 d'un acte relatif aux jurés de police.

Bill incorporant la Grande Loge des Maçons d'York de la Louisiane. Le bill est adopté.

Plusieurs bills d'intérêt secondaire sont adoptés.

M. Ogden, dém., se lève pour une question de privilège et lit un article personnel de l'*Abeille* (édité anglais) de ce matin, article qu'il considère comme injuste, non motivé, et blessant. Il dit que jamais il ne s'est proposé à la charte de la ville telle qu'elle a été rapportée par le sénateur, qu'il y a certaines dispositions de cette charte qu'il aurait désiré voir amendées ; que son opposition était contre le bill présenté par M. Rey et que dans la confusion de la séance précédente, il craignait l'adoption du substitut, il préférait le rejet de tout projet à l'adoption du substitut ; qu'il avait toujours jugé que le peuple devrait être consulté en cette affaire, et qu'une charte devrait lui être référée pour ratification ou rejet.

(Cette réponse ne prouve qu'une chose, c'est que l'Abeille avait raison.)

Par M. Packard—pour amender la charte de Crescent City Bank. Référé.

Par M. Ray—bill de secours pour les présidents des comités des dépenses contingentes et d'enrôlement, leur allouant un salaire additionnel pour services extraordinaires. Adopté.

Orure du jour.—Le bill pour amender la charte de la ville de la Nlle-Orléans, vient en discussion comme affaire non finie.

M. Branghn demande l'adoption du bill dans son ensemble. Adopté. 25 pour, 5 contre.

Le bill alors est adopté finalement par un vote unanime.

Le bill relatif à la collection des taxes, est référé au comité de finance.

Le bill incorporant la Compagnie de l'Abattoir est référé au bill à la Chambre comme ayant été incorrectement rédigé.

Le président étant d'opinion que le Sénat ayant agi sur le bill, ne pouvait plus y revenir, décide ainsi. Mais la majorité n'est pas soutenu. 19 membres se prononcent contre lui et 8 pour.

Le bill est mis à l'ordre du jour de demain.

Le bill interdisant au maire de nommer les membres de la police et lui enjoignant d'avoir recours à la police municipale quand cela sera nécessaire, est référé au comité judiciaire.

Le Sénat s'ajourne à 7 heures, se soir.

Séance du soir.—Un acte accordant une somme de $20,000 à la Compagnie du chemin de fer du bayou Grosse-Tête et Baton-Rouge, rendu sur le comité avec un amendement qui met $10,000 à la place de $20,000, est déposé jusqu'à nouvel ordre.

M. Lynch s'est opposé fortement à l'allocation en se fondant sur un principe général.

Le bill des allocations générales vient en discussion.

M. Blackman s'oppose à un amendement allouant $1,000 pour frais contingents du lieute nant-gouverneur.

M. Pinchback appuie l'amendement en disant que le lieut. gouverneur avait eu à se livrer à des travaux additionnels.

M. Branghn demande quels sont ces travaux.

M. Pinchback.—Ceux de président du bureau de police métropolitaine.

M. Branghn.—Mais il reçoit $3000 de traitement pour cela.

M. Pinchback répond qu'une Cour de District avait déclaré ce traitement illégal et que la Cour Suprême confirmera ce jugement.

M. Blackman propose un substitut pour donner à tous les officiers d'Etat un traitement additionnel.

Le président refuse de recevoir la motion ; M. Blackman en appelle et le président est battu.

La raison parle contre l'allocation en dit que lorsque la Cour Suprême aura décidé que le traitement du président du bureau de police est illégal, il sera temps pour la Législature d'aviser à ce qu'elle aura à faire.

Sur la motion de M. Campbell, la question préalable est ordonnée.

M. Ray appuye l'allocation.

M. Pinchback dit qu'il vient de recevoir du président un billet qui lui annonce que le lieutenant-gouverneur ne désire pas l'allocation et n'en voit pas l'utilité.

Sur motion de M. Lynch, les mots "en autant qu'il sera nécessaire" sont ajoutés à l'amendement qui est adopté. 25 contre 4.

L'allocation pour le salaire de l'adjudant-général de l'Etat est biffée sur la motion de M. Todd.

Une somme de $500 est insérée pour la bibliothèque d'Etat. $4000 pour les dépenses contingentes de l'indicateur des comptes publics.

Après quelques autres affaires de peu d'importance, le Sénat s'ajourne.

Chambre des Représentants.—Le bill du Sénat autorisant les corporations municipales à faire la police de leurs limites, et Nicholson est référé au comité des corporations.

Le bill du Sénat pour amender la charte de la banque des Marchands, est référé au comité des banques.

Le bill incorporant la Compagnie de Transit et de chemin de fer de la Nlle-Orléans, est référé au comité des chemins de fer.

Le bill du Sénat pour régler le transfert de certaines affaires à la Cour de District de la Nouvelle-Orléans, est référé au comité judiciaire.

M. Carroll, du comité judiciaire, rapporte un bill définissant les fonctions du juge de Kiel. Un deux fois et mis à l'ordre du jour de 26 courant.

Le comité des corporations rapporte un bill pour amender un acte incorporant la ville de Carrollton ; mis à l'ordre du jour du 26.

Le comité d'assignation rapporte un bill pour régler l'assignation des membres de la législature en temps de paix. Il ajourne à 7 heures, ce soir.

Séance du soir.—Un acte accordant une somme de $20,000 à la Compagnie du chemin de fer du bayou Grosse-Tête et Baton-Rouge, rendu sur le comité avec un amendement qui met $10,000 à la place de $20,000, est déposé jusqu'à nouvel ordre.

Deux actes pour l'amélioration de la rue St-Charles et l'avenue de ce nom, dans la ville de la Nlle Orléans, est présenté. Mais rien définitif, le comité en ayant référé au rapport prochain.

La Chambre alors s'ajourne à 7 heures du soir.

Séance du soir.—Les bills suivants ont été adoptés :

Pour autoriser les collecteurs de taxes d'Etat à recevoir en paiement certains warrants. Pour venir en aide à E. Bodin, et devant exister dans archives de notaires.—Pour nommer les conducteurs de chars lorsqu'il y aura des accidents causés par leur négligence.—Bill relatif à l'emprunt de pièces publiques.—Relatif aux Recorders de paroisse.—Pour amender et refondre l'article 245 du Code de Procédure.—Bill allouant 125,000 pour les milices en uniforme.—Bill relatif aux accusations judiciaires dans la paroisse d'Orléans ; et bill allouant $3,500 pour publier et conserver les registres de notaires.—Après, ce bill interdisant aux juges de paix de la paroisse d'Orléans de lancer des poursuites contre la ville de la Nouvelle-Orléans et le Recorder de la Police Municipale.

L'acte accordant de larges certaines terres dans les limites de Franklin District de desséchement, n'a été adopté. L'acte pour payer le corruption de témoins a été adopté. — L'acte accordant certains privilèges à la Compagnie du chemin de fer Chemin-aux-Bœufs a été remis à lundi. Le bill pour amender la charte de l'Avenue de Charles a été soumis au comité général, qui en a promis le rapport.

Le bill pour [illegible] [illegible] [illegible]